

## La France et l'Allemagne proposent un plan de relance européen de 500 milliards d'euros

[lemonde.fr/economie/article/2020/05/18/la-france-et-l-alle-magne-proposent-un-plan-de-relance-europeen-de-500-milliards-d-euros\\_6040040\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/18/la-france-et-l-alle-magne-proposent-un-plan-de-relance-europeen-de-500-milliards-d-euros_6040040_3234.html)



Emmanuel Macron et Angela Merkel, le 18 mai. KAY NIETFELD / AFP

Après des semaines de discussions entre leurs équipes et de nombreuses visioconférences, Emmanuel Macron et Angela Merkel ont présenté, lors d'une conférence de presse commune lundi 18 mai dans l'après-midi, l'accord auquel ils sont parvenus sur un plan de relance européen. Celui-ci prévoit que la Commission s'endette à hauteur de 500 milliards d'euros et transfère cet argent aux Etats, régions et secteurs qui ont été le plus abîmés par la pandémie due au coronavirus.

La situation en direct : « Il faut absolument améliorer les conditions de travail des soignants et redonner du sens à ce qui fonde le soin »

Certes, la Commission, que les Vingt-Sept ont mandatée pour travailler sur le sujet, n'a pas encore fait ses propositions. Certes, Paris et Berlin devront encore convaincre les autres Etats membres de les suivre, au premier rang desquels les Pays-Bas et les pays scandinaves, que la proposition franco-allemande ne devrait pas enchanter. Certes, il reste beaucoup de détails à arrêter, comme les conditions de l'endettement et du remboursement, ou encore les conditions qui accompagneront l'attribution de cet argent – par exemple pour favoriser la transition écologique. Mais le fait que le couple franco-allemand se soit mis d'accord sur les grandes lignes d'un plan de relance financé par une

dette commune des Etats européens, émise par l'Union et dépensée par le biais du budget européen, est en soi une révolution. Car ce sont deux tabous qui sont finalement tombés outre-Rhin, au fil de ces dernières semaines.

Lire aussi notre article de début avril : [Face au coronavirus, l'Union européenne cherche solidarité désespérément](#)

Berlin, qui était vent debout fin mars contre tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, revient à mutualiser la dette des Européens, est aujourd'hui d'accord pour s'engager dans cette voie. Après avoir exclu toute levée de dette commune, lors du conseil des chefs d'Etat et de gouvernement le 26 mars, Angela Merkel avait envoyé des signaux montrant qu'elle avait évolué ces derniers temps.

Pour autant, répétait-on à Berlin, pas question que cet argent soit transféré : il devra être remboursé par les pays qui en bénéficieront. Voilà que la chancelière allemande est désormais d'accord pour qu'il vienne abonder le budget européen et soit redistribué, selon des critères liés à la sévérité de la crise et qui restent à définir. Il faudra bien rembourser l'emprunt – là aussi selon des conditions que l'on ne connaît pas à ce jour –, mais cela se fera au niveau de l'Union européenne, et non pas en fonction de ce que les uns et les autres auront touché.

Lire aussi [En Europe, les pays du Sud sont plus affectés par les destructions d'emplois](#)

## Europe de la santé

---

Emmanuel Macron et Angela Merkel souhaitent également que l'Europe adopte un instrument de contrôle des investissements, pour éviter que des entreprises œuvrant dans des secteurs stratégiques, comme la santé, l'énergie ou la défense, passent sous pavillon étranger.

Forts des enseignements de la crise, le président français et la chancelière allemande appellent aussi à construire une Europe de la santé, qui permettrait de constituer des stocks communs de masques et autres équipements médicaux, mais aussi d'harmoniser les données des Vingt-Sept, dont on a vu que, même sur la question de la comptabilisation du nombre de décès dus au Covid-19, ils ne faisaient pas les choses de la même manière. Il s'agit aussi de discuter avec les laboratoires pour éviter que certains pays non européens ne s'approprient les vaccins.

Lire la tribune : [« L'avenir commun de l'Europe doit aussi être financé conjointement »](#)  
[Virginie Malingre\(Bruxelles, bureau européen\)](#)

Partage

# Coronavirus : Macron et Merkel proposent un plan de relance de 500 milliards d'euros

 [lesechos.fr/monde/europe/coronavirus-macron-et-merkel-en-visioconference-pour-definir-une-initiative-commune-1203938](https://lesechos.fr/monde/europe/coronavirus-macron-et-merkel-en-visioconference-pour-definir-une-initiative-commune-1203938)

18 mai  
2020

La France et l'Allemagne tentent de coordonner leur réponse. Ce lundi après-midi, Emmanuel Macron et Angela Merkel ont tenu une réunion en visioconférence avant de présenter au cours d'une conférence de presse, à 17 heures, une « initiative franco-allemande ». Une déclaration commune doit être publiée dans la foulée.

Cette initiative doit porter sur « le redressement économique de l'Europe », avait précisé Berlin. Elle traitera de « la santé, la relance économique, la transition écologique et numérique, et la souveraineté industrielle », soulignait de son côté l'Élysée.

Angela Merkel a débuté la conférence de presse en annonçant que la France et l'Allemagne étaient prêtes à « fournir un effort colossal ». La chancelière allemande a déclaré que les deux pays proposaient un plan de relance européen doté de 500 milliards d'euros pour aider les pays les plus touchés par le coronavirus.

Emmanuel Macron, de son côté, a souligné la nécessité d'actions coordonnées à l'échelle européenne en matière de santé, en constituant notamment des stocks de masques et de tests communs, ainsi qu'en établissant un plan partagé de prévention des épidémies. « Cette Europe de la santé, elle n'a jamais existé, elle doit désormais être une priorité », a-t-il déclaré. Le chef de l'État français a également souligné la nécessité de pouvoir « lever une dette commune sur les marchés ».

## « Aucun pays ne s'en sortira tout seul »

Cet échange est intervenu alors que les 27 pays membres de l'UE s'activent pour sortir de la première phase de la crise du Covid-19, celle des mesures d'urgence et du confinement, qui a fortement affecté leurs économies. Ils entament un relatif retour à la normale et de la relance, qui se fait pur le moment en ordre dispersé, en particulier sur la gestion des frontières.

« Tout le monde sait qu'aucun pays ne s'en sortira tout seul », avait souligné au préalable l'Élysée, en insistant, comme il est de tradition, sur la nécessité d'une « convergence franco-allemande » en amont d'un accord entre les 27. Angela Merkel et Emmanuel Macron avaient d'ailleurs déjà insisté sur la nécessité « plus impérieuse que jamais » de l'engagement européen, à l'occasion d'un entretien téléphonique le 8 mai.

les détails du programme de relance économique. La présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, doit présenter le 27 mai à Bruxelles Si la France et l'Allemagne proposent un plan de relance de 500 milliards d'euros, le Parlement

européen a d'ores et déjà fait savoir qu'il souhaitait porter cette somme à 2.000 milliards pour faire face à la récession historique qui se profile pour 2020 dans la zone euro (-7,7 % selon les dernières prévisions de la Commission).

## Vers « une réunion physique » des dirigeants des 27

---

Un sommet européen devra être convoqué pour négocier l'importance de la capacité d'emprunt, l'utilisation des fonds et les modalités des remboursements. A cette occasion, « une réunion physique s'impose compte tenu des enjeux », a précisé la Commission, alors que les dirigeants des 27 se sont réunis uniquement par visioconférence depuis le début de la crise.

L'une des questions non tranchées est de déterminer si ce plan de relance inclura des transferts de fonds directs (subventions) aux pays les plus atteints par le coronavirus - ce pour quoi plaident notamment l'Italie et la France - ou s'il s'agira de prêts à rembourser - ce qui est jusqu'ici plutôt la position des pays, appelés « frugaux », du nord de l'Europe.

jugement très controversé de la Cour suprême allemande Paradoxalement, le récent critiquant les programmes d'aide de la Banque centrale européenne (BCE) à la zone euro pourrait avoir fait bouger les lignes de l'Allemagne, jusqu'ici réticente à financer la solidarité financière en Europe.

en faveur d'une plus grande « intégration » Angela Merkel s'est ainsi prononcée, le 13 mai, de la zone euro, et en évoquant même la nécessité d'une « union politique ». « Il s'agit à présent [...] d'agir en responsabilité et de manière intelligente pour que l'euro puisse subsister ». « Il va subsister », a ajouté la chancelière, selon qui les Etats doivent davantage prendre leurs responsabilités et ne pas laisser à la BCE tout le travail.

### Source AFP

## Réagir face à une crise. Agir pour préparer l'après.

---

Chaque jour, la rédaction des Echos répond à votre besoin d'une information fiable et vous aide à prendre les meilleures décisions.

Conservez une vision globale de la situation, en France et dans le monde. Décodez les conséquences de la crise sur l'économie, les entreprises et les marchés. Eclaircissez votre réflexion avec des points de vue, des idées et des contributions de tous horizons.

Reprenez un temps d'avance avec Les Echos. Abonnez-vous dès maintenant !

[Je découvre les offres](#)

## Paris et Berlin unis pour la relance européenne

La proposition d'un emprunt de l'UE de 500 milliards d'euros met fin à un tabou économique pour Berlin

Virginie Malingreet Thomas Wieder Virginie Malingreet Thomas Wieder

page

2

Bruxelles bureau européen Berlin correspondant - Après des semaines de discussions entre leurs équipes, Emmanuel Macron et Angela Merkel ont présenté, lundi 18 mai, lors d'une conférence de presse commune, les grandes lignes du plan de relance européen qu'ils sont prêts à endosser. Physiquement distants l'un de l'autre, lui s'exprimant depuis Paris et elle depuis Berlin, les deux dirigeants ont affiché une totale unité de vue sur le plan politique. Leur objectif : garantir l'intégrité du marché unique et de la zone euro, menacée par la pandémie de Covid-19 et les ravages économiques qu'elle occasionne.

La France et l'Allemagne proposent que la Commission européenne s'endette à hauteur de 500 milliards d'euros et verse ensuite cet argent, par le canal du budget communautaire, aux Etats, régions et secteurs qui ont été le plus durement touchés par la pandémie. Cette initiative représente une petite révolution potentielle pour l'Europe. Pour l'Allemagne, elle matérialise en effet la fin de deux tabous qui ont longtemps empêché une plus forte intégration économique européenne : une mutualisation des dettes et une hausse considérable des transferts c'est-à-dire de la redistribution entre les Vingt-Sept, puisque 500 milliards d'euros représentent trois fois et demie le budget annuel européen actuel.

Angela Merkel, qui était encore fermement opposée à l'idée de tout endettement commun lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens du 26 mars, s'était montrée plus ouverte ces derniers temps. Pour autant, assurait-on encore récemment à Berlin, cet argent devra être remboursé par ceux qui l'auront dépensé. Mais voilà que la chancelière est désormais d'accord pour qu'il vienne abonder le budget communautaire et soit remboursé au niveau de l'Union européenne (UE), et non pas en fonction de ce que les uns et les autres auront touché.

### Surplus de solidarité

Depuis l'apparition du Covid-19, l'Italie et l'Espagne, très touchés par le virus, réclamaient à hauts cris ce surplus de solidarité. Tout comme le Portugal, la Grèce ou la France, que la récession qui commence heurte de plein fouet. A l'inverse, les pays dits « frugaux » - Pays-Bas, Autriche, Suède et Danemark, qui défendent un budget restreint pour l'UE refusaient d'en entendre parler. L'Allemagne, qui était jusqu'ici plutôt leur alliée sur ce genre de thématique, vient donc de les lâcher.

Comment expliquer ce changement de pied ? « Merkel a compris que l'Allemagne, en s'en tirant mieux face au virus que les autres grands pays européens, avait une responsabilité immense et devait faire vraiment preuve de solidarité », explique l'économiste Henrik Enderlein, président de la Hertie School of Governance, l'équivalent de Sciences Po à Berlin. Restait à trouver le mécanisme adéquat.

L'arrêt de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe critiquant les plans d'aide de la Banque centrale européenne (BCE), rendu le 5 mai, a paradoxalement servi la cause des partisans d'une plus grande intégration de la zone euro. « Ce jugement a levé les contradictions de l'Allemagne vis-à-vis de la BCE. Dès

lors que les juges de Karlsruhe ont dit qu'elle ne pouvait plus exercer sa solidarité par le biais monétaire, il fallait trouver un autre moyen, en l'occurrence budgétaire », observe M. Enderlein.

« Le plan présenté par M. Macron et Mme Merkel était déjà en discussion avant l'arrêt de Karlsruhe. Il n'est donc pas la conséquence de ce jugement, même si celui-ci a mis le doigt sur une question essentielle », assure le conservateur Norbert Röttgen, président de la commission des affaires étrangères du Bundestag et candidat à la présidence de la CDU. Certes, mais « les discussions ont vraiment avancé ces quinze derniers jours, et surtout la semaine dernière », note-t-on à l'Elysée. « Merkel a senti qu'il y avait un moment politique à saisir. Sortie renforcée de cette crise alors que Macron, lui, est très affaibli politiquement, elle a sans doute voulu envoyer un signe pour montrer que le tandem franco-allemand fonctionne encore », explique M. Enderlein.

Si la chancelière allemande a fait un grand pas vers le président français, Paris a également su revoir ses ambitions, pour trouver un terrain d'entente avec Berlin. La France était initialement plus favorable à un fonds de relance en dehors du budget européen, qui lui semblait plus simple à mettre en oeuvre compte tenu des bagarres homériques auxquelles se livrent les Vingt-Sept sur le sujet. A l'inverse, l'Allemagne souhaitait rester dans le cadre du budget européen, que les parlementaires du Bundestag connaissent bien, mais qui, en théorie, doit être équilibré. Les deux partenaires ont finalement trouvé un montage qui permet à la Commission de s'endetter tout en respectant les traités.

« C'est un jour important », a souligné Emmanuel Macron. « La France et l'Allemagne se positionnent en faveur de la solidarité » européenne, a commenté Angela Merkel, en reconnaissant que la proposition franco-allemande était susceptible de s'attirer des critiques, notamment dans son propre parti, où le jugement de la Cour de Karlsruhe a ravivé les clivages entre partisans d'une plus grande solidarité et défenseurs d'une stricte orthodoxie budgétaire. A l'instar de Friedrich Merz, autre candidat à la présidence de la CDU et vieux rival de Mme Merkel, qui fulmine depuis quelques jours contre les « orgies de dépenses » décidées depuis le début de la pandémie.

### **Fortes réticences**

La proposition franco-allemande devrait également susciter de fortes réticences d'une partie de l'Europe. Ainsi, le gouvernement autrichien a insisté, lundi soir, sur le fait que toute aide européenne devrait prendre la « forme de prêts et non de subventions ». Quant aux pays de l'ex-Europe de l'Est, ils veilleront à ce que cette solidarité nouvelle, si elle devait se concrétiser, ne se fasse pas aux dépens des fonds de cohésion dont elle bénéficie largement.

« Un accord entre la France et l'Allemagne ne veut pas dire un accord à Vingt-Sept. Mais il n'y a pas d'accord à Vingt-Sept sans accord franco-allemand », a reconnu Emmanuel Macron. Avant d'ajouter : « Nous espérons que cet accord va donner une référence à la Commission », qui a été mandatée par les Etats membres pour proposer un plan de relance et qui doit le présenter le 27 mai.

Pour la Commission, le plan de Berlin et Paris se perçoit comme un revers. Sa présidente, Ursula von der Leyen, avait promis un plan « en milliers de milliards d'euros et pas en milliards d'euros ». Pour ce faire, elle envisageait certes de s'endetter, d'un peu plus de 400 milliards, mais souhaitait transférer aux pays les plus affectés par la pandémie « 200 milliards, même moins. A un moment, elle a parlé de 140 milliards », confie un proche des négociations.

Pour le reste, elle apportait sa garantie à des prêts consentis aux entreprises pour l'essentiel, ce qui lui permettait, avec les effets de levier classiques, d'afficher une force de frappe de 1 000 milliards d'euros. Ajouté aux premières mesures d'urgences d'ores et déjà actées par les Vingt-Sept pour 540 milliards d'euros, cela représentait plus de 1 500 milliards d'euros, soit 10 % du PIB européen. « On ne souhaitait pas des affichages en milliers de milliards d'euros, obtenus par des effets de levier, qui n'auraient pas résisté à l'analyse », commente-t-on à l'Elysée. Lors de la crise de la zone euro, à partir de 2010, les marchés ont montré qu'ils n'étaient pas dupes...

« Berlin et Paris apportent une première brique fondamentale, qui est celle de la solidarité », ajoute un diplomate, alors que les premières mesures d'urgence, à hauteur de 540 milliards d'euros, étaient exclusivement des prêts. Même s'ils sont consentis à des conditions très intéressantes, ils alourdissent encore l'endettement des pays les plus touchés par le virus, comme l'Italie ou l'Espagne, qui étaient déjà les pays les plus endettés avant la crise.

## **Discussions houleuses à venir**

Sous pression franco-allemande, Ursula von der Leyen, qui fut la ministre d'Angela Merkel pendant quatorze ans, n'a d'autre choix que de revoir ses plans. Quoi qu'elle décide, elle sait que les prochaines semaines seront difficiles, car il lui faudra négocier pied à pied, avec les Vingt-Sept, les moindres détails de ce plan de relance. Ce qui promet des discussions houleuses, dès lors qu'il faudra décider quelles seront les conditions du remboursement de l'emprunt contracté par la Commission, ou encore les critères qui accompagneront l'attribution de cet argent.

Sans oublier les autres postes du budget européen pour la période comprise entre 2021 et 2027, comme les fonds structurels ou la politique agricole commune, sur lesquels les Etats membres de l'Union européenne n'avaient pas réussi à s'entendre avant la pandémie... Lundi, dans un communiqué, Ursula von der Leyen s'est « réjouie de la proposition constructive de la France et de l'Allemagne ».

## MACRON ET MERKEL À LA RELANCE

Par CHRISTOPHE ALIX, AUDE MASSIOT, ANAÏS Moran et Jean Quatremer (à Bruxelles)

**Le couple francoallemand sort de son confinement Pour faire face à la crise liée au coronavirus, Macron et Merkel ont proposé lundi la création d'un fonds de relance doté de 500 milliards d'euros, avec un emprunt sur les marchés «au nom de l'UE». Un tournant majeur dans l'intégration communautaire.**

pageage

1 8

EUROPE : DÉCRYPTAGE, pages 8-9 L'Allemagne accepte enfin ce qu'elle refusait depuis vingt ans : la mutualisation des dettes des Etats européens, c'est-à-dire une «union de transferts» financiers! Cette révolution copernicienne a été annoncée via une initiative franco-allemande surprise «pour la relance européenne face à la crise du coronavirus» présentée lundi par la chancelière allemande, Angela Merkel, et le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron. Le secret a été bien gardé, puisque ce projet n'a commencé à s'ébruiter que dimanche après-midi. Certes, la mutualisation à laquelle consent Berlin est soigneusement encadrée puisqu'elle est limitée à 500 milliards d'euros et l'argent récolté sur les marchés par la Commission servira uniquement à financer les dépenses de reconstruction de l'après-coronavirus, et non à régler les factures du passé. Mais il s'agit d'un bond majeur dans l'intégration communautaire, Berlin reconnaissant enfin que son intérêt national se confond avec l'intérêt européen : «L'Allemagne ne s'en sortira bien que si l'Union se porte bien», a expliqué Angela Merkel.

Ce tournant majeur a été annoncé par la chancelière dès mercredi dans un discours devant le Bundestag. Elle n'a fait ce mouvement que parce qu'elle y a été contrainte par sa Cour constitutionnelle. Karlsruhe, dans un arrêt du 5 mai, a menacé de déclarer contraire à la Constitution allemande le rachat d'obligations publiques par la Banque centrale européenne (BCE) parce que la baisse des taux d'intérêt qu'il induit nuirait aux épargnants allemands. Or, si la BCE intervient massivement sur les marchés depuis 2015 (elle possède plus de 2600 milliards d'euros de dettes publiques dans ses coffres), c'est en partie parce qu'il n'existe pas de politique budgétaire européenne. L'Allemagne en refuse le principe parce qu'elle ne veut pas financer à fonds perdu des Etats peu soucieux de l'équilibre de leurs comptes publics. Le problème est qu'il est impossible qu'une monnaie unique survive longtemps sans un budget commun organisant des transferts afin de corriger les déséquilibres induits par une zone monétaire unique. Surtout lorsque les Etats qui profitent le plus de l'euro, grâce à sa sous-évaluation, n'investissent plus (depuis 2010) les excédents de capitaux qu'ils dégagent au sein de la zone euro. Cette contradiction allemande a éclaté au grand jour avec l'arrêt de Karlsruhe. Dès lors, la chancelière, si elle voulait sauver l'euro et le marché unique tout en contournant ses juges, n'avait d'autre choix que de soulager la BCE en acceptant un endettement commun, celui-là même que réclament une majorité des pays européens emmenés par la France.

Berlin et Paris proposent donc de créer un fonds de relance doté de 500 milliards d'euros qui sera logé dans le budget européen, et donc contrôlé par la Commission. Cette somme sera réunie par un recours à l'emprunt garanti par les Vingt-Sept via le budget européen et sera affectée aux régions et aux secteurs les plus touchés par la crise du coronavirus, et non pas saupoudrée pour que tout le monde reçoive quelque chose. Elle servira aussi à financer les dépenses d'investissement pour préparer le futur (pacte vert, intelligence artificielle, 5G, etc.). Le remboursement de ces emprunts sera effectué par le budget européen

qui est alimenté par chaque Etat en fonction de sa richesse (ressource PIB, qui représente 80 % du budget). Autrement dit, il ne s'agira pas de prêts, mais de subventions, et le remboursement ne sera pas lié à ce que chaque pays aura reçu. C'est cela, «la solidarité européenne», a expliqué Merkel. Ce fonds s'ajoutera aux 550 milliards de prêts déjà décidés qui pourront être accordés aux Etats et aux entreprises via trois mécanismes: le Mécanisme européen de solidarité (MES), SURE (un fonds de 100 milliards d'eu-ros qui pourra prêter de l'argent aux systèmes nationaux d'assurance chômage) et la Banque européenne d'investissement (BEI). Les deux dirigeants appellent aussi à une adoption rapide du cadre financier pluriannuel 2021-2027 encadrant le budget européen annuel afin de fournir un appui supplémentaire aux Etats membres: son montant, selon les propositions, est compris entre 1 000 et 1200 milliards d'euros sur sept ans, soit environ 150 milliards par an.

Cette proposition donne les coudées franches à la Commission européenne, qui doit rendre publique le 27 mai une proposition budgétaire incluant le fonds de relance. Ensuite, il faudra convaincre les 27 Etats membres de l'adopter, l'unanimité étant de rigueur dès qu'il est question d'argent. Ce sera l'enjeu du sommet européen des 18 et 19 juin.

Une stratégie sanitaire Concernant le «pilier» sanitaire, Emmanuel Macron s'est chargé de décliner les grandes lignes d'une future stratégie pour «doter l'Europe de compétences très concrètes en matière de santé». Ou comment «coordonner» les capacités d'achat et de production des pays européens en matière de traitements et de vaccins, réduire la «dépendance» vis-à-vis des géants industriels pour se fournir en médicaments, créer des «stocks communs» de masques et de tests, partager les plans «de prévention des épidémies» et les méthodes «pour recenser et identifier les cas». Bref, tout ce qui aurait dû constituer le socle d'une souveraineté sanitaire pour affronter cette pandémie. «L'Europe, il faut bien le dire et avoir cette lucidité, a été sans doute mise en défaut au début de cette crise», a reconnu Macron.

Face au coronavirus, les pays européens se sont en effet montrés désorganisés, désunis dans leurs politiques sanitaires, peu solidaires. A l'image de leur projet Discovery, essai clinique lancé fin mars mais toujours en attente de résultats faute d'une réelle coopération entre Etats : alors que l'objectif était de recruter sur 3200 citoyens européens, l'étude ne compte aujourd'hui que 750 patients, des Français et un Luxembourgeois. Un échec qui illustre à lui seul le manque d'harmonisation des compétences et volontés sanitaires. «Cette Europe de la santé n'a jamais existé, elle doit devenir notre priorité», a conclu le chef de l'Etat français sur ce sujet.

Renforcer le «Green Deal» Comme la présidente de la Commission et le Parlement européen avant eux, Angela Merkel et Emmanuel Macron ont demandé, lundi, à ce que le Green Deal, politique au coeur de la «stratégie de croissance» de Bruxelles, «ne soit ni oublié ni ralenti, mais au contraire renforcé et accéléré». Pour cela, ils appellent leurs homologues européens à imposer des conditions environnementales aux aides publiques de relance accordées aux entreprises. Sans que ce ne soit pour l'instant contraignant, la France a, par exemple, décidé de conditionner une aide historique de 7 milliards d'euros à Air France au fait que la compagnie réduise de 50 % ses émissions de gaz à effet de serre par passager et par kilomètre d'ici à 2030 (par rapport à 2004). En revanche, l'Allemagne a refusé d'imposer des critères environnementaux au sauvetage des compagnies aériennes, que ce soit Lufthansa, Condor ou TUI Group, qui pourraient profiter, à elles trois, de près 12,3 milliards d'euros de soutien.

Par ailleurs, le duo n'a pas précisé quelle part du plan général de reprise économique devra accompagner la transition écologique. Les détracteurs d'une relance verte, que ce soient le gouvernement tchèque ou certains acteurs économiques, notamment dans l'agriculture et l'automobile, continuent de demander un report des politiques environnementales.

«Reproduire européen» C'est le quatrième et dernier pilier de l'initiative franco-allemande : renforcer une souveraineté économique européenne. Il s'agit tout à la fois de «réduire notre dépendance à l'extérieur dans des secteurs stratégiques, améliorer la protection des entreprises, lutter contre les investissements prédateurs et relocaliser les investissements clés en Europe», comme l'a résumé Macron. Prenant l'exemple du plan annoncé fin 2019 autour de la constitution d'une filière européenne de production de batteries pour véhicules électriques (3,2 milliards d'euros d'aides publiques) afin de réduire la dépendance des constructeurs automobiles vis-à-vis des géants asiatiques du secteur, Macron a insisté sur l'enjeu de «reproduire européen». Alors que son gouvernement a eu pour projet de privatiser Aéroports de Paris, il a reconnu que les ventes d'infrastructures critiques à des acteurs extra-européens telles que des ports ou des aéroports avaient affaibli les Etats. Pour sa part, Merkel a évoqué l'importance de voir se constituer des

«champions européens» dans la santé ou les technologies. Un souverainisme qui passe par un changement complet de la doctrine européenne en matière de concurrence, ont insisté les deux dirigeants, selon lesquels la rivalité avec de grands acteurs chinois ou américains dans les technologies impose à l'Europe de devenir une puissance capable de peser à l'échelle mondiale. Le temps où la Commission européenne, au nom de la concurrence, avait bloqué la fusion du français Alstom et de l'allemand Siemens, qui souhaitaient créer un géant du ferroviaire, semble bien loin. Mais dans ce domaine comme dans celui des relocalisations, tout reste à faire. ? A lire aussi : n La réaction de LIBÉ.